

Améliorer le fonctionnement des coopératives “solidaires” au Brésil par l’étude des pratiques financières informelles

BIM - 15 mars 2005
François DOLIGEZ

*Nous vous proposons aujourd’hui un voyage au Brésil, pour y comprendre les pratiques financières des familles les plus démunies. Ce texte, proposé par François Doligez (IRAM-Université de Rennes 1), est la synthèse de la lecture d’un ouvrage paru en 2004, en portugais. *Laços financeiros na luta contra a pobreza*, Abramovay R. (org.), Editions Anna Blume, Sao Paulo-Brésil, 246 p.*

L’auteur du livre part de l’observation des pratiques financières de ces populations afin de proposer des améliorations au fonctionnement des Coopératives solidaires, qui se sont développées de manière massive dans certaines régions du pays pour combler les carences du système bancaire formel.

Si, déjà blasé par les litanies déclamées d’un bout à l’autre de la planète par les quelques voix dominantes et médiatiques à l’occasion de l’année du microcrédit, vous êtes à la recherche d’un regard neuf sur la microfinance, qui vous apporte un peu de recul par rapport à l’évolution du secteur et ses enjeux, alors intéressez-vous aux études brésiliennes présentées par ce livre. Imaginez un livre centré sur les oubliées du secteur de la microfinance -des coopératives « solidaires »-, soutenu par une centrale syndicale connue pour son engagement et comptant parmi les organisatrices du Forum social mondial, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), et préfacé par un secrétaire d’Etat qui cite Lénine ! Nous sommes loin du creuset de ceux que N. Guilhot dénomme les « *investisseurs de la vertu* ».

Sans doute le passé –encore récent dans les mémoires- inflationniste de l’économie brésilienne a retardé l’essor de la microfinance dans ce pays ; mais les expériences connues du secteur sont surtout issues, à l’instar de nombreux pays émergents pour l’essentiel asiatiques, d’expériences de banques étatiques à vocation commerciale comme, en particulier, la Banque du Nordeste.

Pourtant les luttes sociales, notamment rurales, ont également, face à l’ampleur de l’exclusion financière –66 millions de comptes bancaires pour un pays de 115 millions d’électeurs-, donné naissance à des mouvements coopératifs, notamment dans la partie Sud/Sud-Est et dans le Nordeste semi-aride du pays. Il faut dire que près d’un tiers des communes du pays ne possèdent pas de guichets bancaires et que, nouvelle contradiction aux théories de la libéralisation financière, la situation s’est aggravée avec la privatisation de la plupart des banques publiques. Même si, au Brésil, il existe des politiques publiques en faveur de l’inclusion financière (de

type *Fair Lending*) et pour l'essentiel mises en œuvre par des banques étatiques de façon massive (le Pronaf, destiné au financement de l'agriculture familiale, gère plus d'un million de contrat de prêt à l'année) et avec une certaine efficacité (faible taux d'impayés) ; ce type d'intermédiation reste très coûteux pour la collectivité (le coût d'un prêt de 3 200 reales est estimé à 3 180 reales, dont plus d'un tiers pour la Banque qui refinance le dispositif !). Une explication avancée est la très faible capacité de ce type d'intermédiaire à prendre en compte l'information locale, alors que les coopératives ont fait la preuve de leur capacité de gestion du même type de crédit avec des marges d'intermédiation de moitié plus faibles.

Dès lors, il était intéressant d'observer, par une enquête de terrain, les pratiques financières des familles les plus démunies, pour réfléchir aux évolutions des coopératives et de leurs services. Ces pratiques sont justement trop souvent négligées par les économistes (un pauvre peut-il vraiment avoir une « vie financière » ?), alors qu'elles se révèlent pourtant très complexes et ne peuvent être appréhendées qu'au travers de l'analyse des relations sociales existantes.

L'introduction générale de R. Abramovay synthétise les résultats des quatre études de cas en cinq grandes propositions fondamentales. Si leur énoncé peut sembler relativement classique pour les études spécialisées sur la microfinance, elles n'en sont pas moins illustrées de façon très originale grâce aux enquêtes de terrain.

- > La gamme de services financiers utilisés par les familles pauvres est très étendue et ce, quelque soit la région du pays, même s'il existe une forte différenciation de pratiques entre le Sud (à Chapeco dans le Santa Catarina) et les trois cas situés dans le Nordeste, c'est-à-dire entre une région où prédomine le salariat (et donc la possibilité d'anticiper sur les revenus à venir fixes, notamment au niveau de diverses formes de crédit à la consommation) et des zones où les revenus sont plus aléatoires et où dominent des pratiques le plus souvent non formelles. Dans les besoins à couvrir par ces pratiques financières, la présence de système d'assurance-funérailles est notamment mentionnée dans l'Etat du Ceara et on apprend aussi que les « gardes-monnaies » si réputés en Afrique^(*) existent dans l'Etat de Bahia (« *o dinheiro deixado com Seu Raimundo* »).

[(*) Mais, malgré les lointaines racines communes et l'existence de travaux anciens sur ces pratiques en Afrique, l'ouvrage ne fait mention que d'observations récentes dans le cas asiatique (Rutherford, 2000)]

- > Dans les régions les plus pauvres, les services financiers se développent dans le cadre de marchés imparfaits et incomplets. Dans un contexte de forte incertitude, les revenus des familles sont irréguliers et issus de stratégies combinant plusieurs activités ; mais les engagements financiers –et les réseaux sociaux correspondants- sont tenus coûte que coûte, afin de préserver la capacité de contracter un emprunt vital pour la survie familiale. Une stratégie de substitution des sources d'accès au crédit, malgré le différentiel offert en termes de coûts, représente donc un travail de longue haleine. Qui plus est, dans certaines régions comme le Nordeste du Ceara, les coûts de transaction sont tels pour accéder au secteur bancaire que, même quand les familles pauvres bénéficient de prestations sociales, elles préfèrent s'endetter à taux usuraires auprès de l'épicier local qui prélèvera ses traites en touchant directement ces dernières.
- > Même les familles les plus pauvres s'efforcent d'épargner et d'accéder à des systèmes d'assurance. De nombreux travaux ont déjà développé cette question illustrée dans les enquêtes de terrain à partir de nombreux exemples tant urbains que ruraux. Les formes d'épargne informelle (cheptel, etc.) ont en général une liquidité réduite et ne peuvent être fractionnées aussi facilement qu'une épargne monétaire. Cette dernière, mais aussi les di-

verses formes d'assurances santé ou funéraires, représentent donc des enjeux de diversification importante pour les coopératives solidaires.

- > Le crédit, l'épargne et l'assurance sont des services financiers destinés à la couverture de la demande du système « famille-exploitation ». Comme le rappelle R. Abramovay, cette notion, développée pour l'économie paysanne par Chayanov depuis les années 20, s'étend également au secteur informel urbain. La trésorerie y mélange les flux liés aux besoins familiaux et ceux liés aux activités, ce qui engendrent des formes de calcul économique spécifiques, mais aussi des demandes de financement touchant tant des besoins sociaux (éducation, habitat, santé) que productifs.
- > La pluri-activité constitue la base essentielle de la formation du revenu des familles représentant le public potentiel des coopératives. Il est donc important, pour ces dernières, de ne pas se limiter à une approche sectorielle ou centrée sur une filière, mais bien de prendre en compte la diversité du public et des besoins existants localement.

Ces propositions incitent les auteurs à recommander une approche ouverte de services financiers diversifiés au service du développement local. Si les coopératives représentent une des voies les plus efficaces pour y parvenir, il est cependant fait remarquer que, dans un contexte où prédominent des relations sociales de type clientéliste, la simple efficacité des intermédiaires financiers ne peut suffire à les faire évoluer. C'est l'ensemble de l'environnement social et institutionnel des populations pauvres qui est en jeu et qu'il faut faire évoluer, d'où l'importance de ne pas se limiter à une approche purement commerciale de la promotion des services financiers, d'appuyer l'émergence de nouvelles formes d'organisations de financement de proximité et de susciter des alliances avec d'autres types d'organisations locales.

Lectures complémentaires

« *Financiers, philanthropes, vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970* », Nicolas Guilhot, éditions Raisons d'agir, Paris, octobre 2004, 173 p.

« *Comment les pauvres gèrent leur argent* », Rutherford, S., Karthala, 2002

« *La demande de microfinance au Brésil. Quelques éléments de réflexion pour mieux la connaître* », Brusky, B., Exclusion et Liens Financiers - Rapport du centre Walras 2003, p. 87-105, 2003

« *Exemple d'utilisation des outils MicroSave-Africa au Brésil (BIM)* », Barlet, K. & Brusky, B. ; GRET/CIRAD, 2002. 5 p. En téléchargement à l'adresse suivante : Microfinance.cirad.fr/fr/news/BIM/BIM-2002/BIM-12-02-02.pdf